

Le Réseau socialiste international SOVINTERN

Moscou

27 avril 2026

Afrique – Compensation pour l'héritage du colonialisme et du néocolonialisme

Le Réseau socialiste international SOVINTERN souligne le rôle croissant de l'Afrique comme l'un des principaux centres de développement et d'influence dans le monde multipolaire émergent. La population africaine a dépassé 1,5 milliard d'habitants, et la moitié des Africains ont moins de 20 ans. Compte tenu de ces paramètres, ainsi que des ressources du continent, l'Afrique a le potentiel d'occuper une place prépondérante dans le système international. L'Afrique bénéficie d'un accès aux corridors de transport mondiaux, et ses conditions naturelles, climatiques et pédologiques lui permettent de nourrir l'ensemble de sa population. Sur le plan politique, l'Afrique compte 54 États membres de l'ONU.

Le Réseau socialiste international SOVINTERN constate que l'Afrique est le continent le plus touché par le colonialisme. Pendant des siècles, elle a été pillée par les empires européens, qui l'ont vidée de ses ressources humaines et matérielles. L'Afrique a servi de terreau à la traite négrière. Les causes du sous-développement de l'Afrique et les catastrophes auxquelles elle est confrontée, liées à de nombreux conflits ethno-religieux, sont en grande partie une conséquence directe des politiques délibérées des États occidentaux.

La fin officielle du colonialisme n'a pas véritablement libéré l'Afrique de sa dépendance extérieure ; seules ses formes et ses méthodes ont changé. Le continent est resté un terrain d'expérimentation pour les multinationales occidentales, qui n'ont ménagé aucun effort pour engranger des profits exorbitants en bafouant les intérêts des États africains et en entravant leur développement souverain. Parallèlement, les pays occidentaux, abusant de leur position dominante dans le système de gouvernance économique mondiale, ont cherché à consolider leur domination néocoloniale en imposant des restrictions unilatérales contraires à la Charte des Nations Unies, en agissant par le biais de leurs structures de pouvoir et en n'hésitant pas à assassiner les dirigeants politiques indésirables.

L'Afrique continue d'occuper, dans la division internationale du travail, une place qui ne correspond pas à son potentiel. Les politiques des institutions

financières internationales, représentées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ne visent pas à apporter une véritable aide aux États africains, mais plutôt à instaurer un contrôle extérieur, un asservissement financier et des pratiques prédatrices pour transférer les profits vers les juridictions occidentales. Les institutions de développement occidentales, lorsqu'elles octroient des ressources financières aux pays africains, conditionnent cet octroi à la mise en œuvre d'un agenda politique, adhérant à des valeurs et des priorités étrangères aux peuples africains.

Les tentatives visant à briser ce système, à former des initiatives panafricaines, à mettre la richesse du continent au service des Africains, à promouvoir le développement d'infrastructures panafricaines et l'intégration régionale sont entrées en conflit avec les intérêts de l'Occident, et l'un des dirigeants africains les plus éminents à avoir proposé ces initiatives – le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi – a été brutalement assassiné avec le soutien de l'OTAN.

Pour renoncer aux pratiques néocoloniales et aux autres formes de pression sur les États indépendants, l'Occident doit intensifier et consolider les efforts déployés par la majorité mondiale. À titre d'exemple, citons l'adoption, le 4 décembre 2024, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la résolution « Éradication du colonialisme sous toutes ses formes et manifestations », sous l'impulsion de la Russie, ainsi que la proclamation, par cette même assemblée en 2025, du 14 décembre comme Journée internationale contre le colonialisme sous toutes ses formes et manifestations et du 4 décembre comme Journée internationale contre les mesures coercitives unilatérales.

Le 25 mars 2026, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution reconnaissant la traite transatlantique des esclaves et l'esclavage des Africains comme l'un des crimes les plus graves contre l'humanité. SOVINTERN soutient cette décision, qui représente une étape importante vers la reconnaissance de la vérité historique et la réparation des séquelles du passé colonial.

Le Réseau socialiste international SOVINTERN affirme que le développement du continent doit s'appuyer sur des formules et des approches élaborées par les Africains eux-mêmes, en résistance aux diktats extérieurs et au néocolonialisme. Les empires coloniaux d'Europe et des États-Unis sont responsables de l'exploitation des ressources humaines et naturelles du continent et

doivent indemniser l'Afrique pour ces pertes, que la région utilisera pour son propre développement.

Le Réseau socialiste international SOVINTERN exprime sa solidarité avec les peuples des pays africains qui aspirent à un développement dans un monde multipolaire, en se libérant de l'oppression néocoloniale et des pratiques qui entravent leur épanouissement. SOVINTERN soutient les efforts des États africains visant à renforcer leur souveraineté et leur indépendance vis-à-vis de l'Occident, à diversifier leurs relations extérieures et à participer à des mécanismes de coopération dans les domaines financier, commercial, technologique et autres secteurs clés, en dehors de toute influence occidentale.